

# **DROIT INTERNATIONAL PUBLIC**

**Charles ROUSSEAU**

Professeur honoraire à l'Université de Droit,  
d'Economie et de sciences sociales de Paris  
Membre de l'Institut de Droit International

**TOME III**

**Les compétences**

**S I R E Y**

**22, rue Soufflot. 75005 PARIS Cedex**

**1 9 7 7**

## TABLE DES MATIÈRES

---

BIBLIOGRAPHIE GÉNÉRALE .....	v
ABRÉVIATIONS.....	xv

1. — Idées générales et objet de l'ouvrage.....	1
---	---

### THÉORIE GÉNÉRALE DES COMPÉTENCES

2. — Plan de l'ouvrage.....	5
-----------------------------	---

### TITRE I

#### DÉTERMINATION DES COMPÉTENCES

3. — Plan du titre I .....	7
----------------------------	---

CHAPITRE I. — <b>LA COMPÉTENCE TERRITORIALE (ÉTENDUE ET MODALITÉS)</b> .....	8
--	---

4. — Plan du chapitre I .....	8
-------------------------------	---

#### **Section I. — Etendue de la compétence territoriale.....**

5. — Définition et modalités.....	8
-----------------------------------	---

#### **§ 1. — La souveraineté territoriale.....**

6. — Détermination des zones spatiales faisant l'objet de la souveraineté territoriale.....	8
---	---

7. — Le double aspect de la souveraineté territoriale.....	8
--	---

8. — Son aspect positif.....	9
------------------------------	---

9. — Son aspect négatif.....	9
------------------------------	---

10. — Individus soumis à la souveraineté territoriale. — Cas des étrangers .....	10
--	----

11. — Particularités concernant l'exercice de la souveraineté territoriale à l'égard des étrangers.....	13
---	----

12. — A) Pratique de l'asile.....	13
-----------------------------------	----

13. — B) Pratique de l'expulsion.....	18
---------------------------------------	----

<b>§ 2. — Les compétences territoriales limitées</b> .....	21
14. — Plan du paragraphe 2 .....	21
15. — I. — Le condominium. — Théorie générale .....	22
16. — Applications en droit positif. — Situations à exclure ..	22
17. — A) Condominium frontalier .....	23
18. — B) Condominium colonial ou quasi-colonial .....	25
19. — II. — La cession à bail .....	30
20. — A) La cession à bail diplomatique .....	31
21. — B) La cession à bail de type colonial .....	33
22. — C) La cession à bail de type économique .....	34
23. — D) La cession à bail de type stratégique .....	37
24. — III. — Le régime des concessions. — Définition, ori- gines et classification .....	38
25. — Nature juridique des concessions .....	40
26. — La fin du régime des concessions .....	41
27. — IV. — Les servitudes internationales .....	43
28. — V. — L'occupation militaire pacifique .....	46
29. — Divers types d'occupation .....	47
30. — A) L'occupation militaire pacifique conventionnelle ..	47
31. — B) L'occupation militaire pacifique non convention- nelle .....	48
32. — C) Autres classifications .....	50
33. — Nature juridique de l'occupation militaire pacifique ...	51
34. — A) Son caractère d'occupation. — Conséquences .....	51
35. — 1° Expression d'une certaine puissance matérielle ...	51
36. — 2° Caractère temporaire .....	54
37. — 3° Caractère non translatif de souveraineté .....	54
38. — B) Son caractère d'occupation pacifique. — Consé- quences .....	56
39. — Cas de l'occupation rhénane (1919-1930) .....	56
40. — Répartition des compétences entre l'Etat occupant et l'Etat occupé .....	58
41. — 1° Exercice de la compétence législative .....	58
42. — 2° Exercice de la compétence administrative .....	58
43. — 3° Exercice de la compétence juridictionnelle .....	58
44. — Application des principes précédents à l'occupation des territoires rhénans (1919-1930) .....	60
45. — Difficultés particulières concernant l'occupation de la Ruhr (1923-1925) .....	64
46. — Cas de l'occupation de l'Allemagne après la 2 <sup>e</sup> guerre mondiale (1945-1955) .....	66
47. — Le stationnement des forces étrangères dans le cadre du pacte atlantique .....	72
48. — Le stationnement de forces étrangères dans le cas de la cession de bases stratégiques .....	75
<b>Section II. — Limitations de la compétence territoriale (Etude du régime des Capitulations)</b> .....	92
49. — Idées générales .....	92
50. — Définition et localisation du régime des Capitulations ..	92
<b>SOUS-SECTION I. — LES CAPITULATIONS EN TURQUIE</b> .....	92
51. — Origines du régime .....	93
<b>§ 1. — Le contenu du régime</b> .....	94
52. — A) Libertés élémentaires .....	94
53. — B) Droits fonciers .....	94
54. — C) Prérogatives d'ordre collectif .....	94
55. — D) Privilèges judiciaires .....	95

56. — Valeur du régime capitulaire . . . . .	97
§ 2. — <b>La suppression du régime</b> . . . . .	98
57. — La déclaration unilatérale de la Turquie (9 septembre 1914) . . . . .	98
58. — La renonciation de certaines Puissances bénéficiaires (1917-1921) . . . . .	99
59. — L'abrogation des Capitulations par le traité de Lausanne du 24 juillet 1923 . . . . .	99
60. Le nouveau régime juridique . . . . .	99
<b>SOUS-SECTION II. — LES CAPITULATIONS EN EGYPTÉ</b> . . . . .	101
61. — Origines du régime capitulaire . . . . .	101
§ 1. — <b>Le contenu du régime</b> . . . . .	102
62. — Organisation des tribunaux mixtes . . . . .	102
63. — Compétence des tribunaux mixtes . . . . .	103
64. — A) La notion d'intérêt mixte . . . . .	103
65. — B) La notion de statut personnel . . . . .	104
66. — Régime de la compétence pénale . . . . .	105
67. — Valeur du système . . . . .	105
§ 2. — <b>La suppression du régime</b> . . . . .	106
68. — Le traité anglo-égyptien du 26 août 1936 . . . . .	108
69. — La circulaire égyptienne du 3 février 1937 . . . . .	108
70. — La Conférence de Montreux (1937) . . . . .	108
71. — La convention de Montreux du 8 mai 1937 . . . . .	109
72. — A) Abrogation des Capitulations . . . . .	109
73. — B) Restitution à l'Égypte de la pleine souveraineté législative . . . . .	109
74. — C) Etablissement d'une période transitoire . . . . .	109
75. — Appréciation critique . . . . .	111
<b>SOUS-SECTION III. — LES CAPITULATIONS EN CHINE</b> . . . . .	112
76. — Origines et caractères de l'institution . . . . .	112
§ 1. — <b>Le contenu du régime</b> . . . . .	112
77. — Juridiction en matière civile et commerciale . . . . .	112
78. — Juridiction en matière pénale . . . . .	113
79. — Régime spécial des concessions . . . . .	114
§ 2. — <b>La suppression du régime</b> . . . . .	115
80. — L'action de la Chine . . . . .	115
81. — La 1 <sup>re</sup> guerre mondiale et ses suites . . . . .	115
82. — Essais d'abolition unilatérale . . . . .	117
83. — Suppression du régime capitulaire dans les concessions . . . . .	118
84. — La 2 <sup>e</sup> guerre mondiale et la fin des Capitulations . . . . .	119
<b>SOUS-SECTION IV. — AUTRES ÉTATS AYANT CONNU LE RÉGIME DES CAPITULATIONS</b> . . . . .	120
§ 1. — <b>Etats de l'Extrême-Orient</b> . . . . .	120
85. — Japon . . . . .	120
86. — Corée . . . . .	121
87. — Siam . . . . .	121
88. — Mandchoukouo . . . . .	122
89. — Inde . . . . .	122
§ 2. — <b>Etats du Moyen-Orient</b> . . . . .	122
90. — Iran . . . . .	122
91. — Anciens pays sous mandat du Levant . . . . .	123

§ 3. — <b>Etats africains</b> .....	124
92. — Madagascar .....	125
93. — Tunisie .....	125
94. — Maroc .....	127
95. — Le litige franco-américain relatif aux droits des ressortissants américains au Maroc et l'arrêt de la Cour internationale de justice du 27 août 1952 .....	129
96. — Tripolitaine .....	132
97. — Ethiopie .....	132
CHAPITRE II. — <b>LA COMPÉTENCE PERSONNELLE</b> .....	134
98. — Définition .....	134
§ 1. — <b>Etendue de la compétence personnelle</b> .....	134
99. — Nationaux de l'Etat .....	134
100. — Sociétés .....	134
101. — Navires et aéronefs .....	135
102. — Individus autres que les nationaux .....	135
§ 2. — <b>Effets de la compétence personnelle</b> .....	135
103. — Idée générale .....	136
104. — Rapports de la compétence territoriale et de la compétence personnelle .....	136
105. — Le problème du service militaire des étrangers .....	137
CHAPITRE III. — <b>LA COMPÉTENCE RELATIVE AUX SERVICES PUBLICS</b> .....	142
106. — Notion générale et étendue .....	142
107. — Conflits de compétence .....	143
TITRE II	
<b>ÉTABLISSEMENT DES COMPÉTENCES</b>	
108. — Observation de terminologie .....	145
109. — Classification des modes d'établissement de la compétence territoriale .....	145
CHAPITRE I. — <b>MODES JURIDIQUES D'ÉTABLISSEMENT DE LA COMPÉTENCE TERRITORIALE</b> .....	147
110. — Plan du chapitre I .....	147
<b>Section I. — Modes transposés par analogie avec les institutions de droit privé</b> .....	147
§ 1. — <b>Observations générales</b> .....	147
111. — Caractère désuet de certains modes dérivés du droit privé .....	147
112. — Modalités d'utilisation du recours aux titres historiques. — Application du principe de non-rétroactivité .....	149

§ 2. — Occupation .....	151
113. — Définition et caractères généraux .....	151
114. — Autorité compétente pour effectuer l'occupation. — Caractère exclusivement étatique de la prise de possession .....	151
115. — Tempéraments à apporter au principe. — Théorie des îles à guano .....	153
116. — Rôle des Compagnies à charte .....	154
117. — Territoires susceptibles d'occupation. — A) Terri- toires sans maître .....	156
118. — B) Territoires abandonnés .....	156
119. — Conditions de validité de l'occupation. — Evolution des conceptions juridiques .....	159
120. — A) Attribution de territoires par décision pontificale .....	159
121. — B) Théorie du droit de découverte .....	161
122. — C) Influence des conceptions du droit romain .....	162
123. — Etat du droit positif. — L'Acte général de Berlin du 26 février 1885 .....	164
124. — A) L'exigence d'effectivité .....	165
125. — B) L'exigence de notification .....	167
126. — Relativité de la réglementation de Berlin .....	168
127. — Déclin du principe d'effectivité à l'époque contem- poraine .....	169
128. — A) Déclin dans la doctrine .....	169
129. — B) Déclin dans le droit positif .....	170
130. — C) Déclin dans la pratique internationale .....	170
§ 3. — Cession .....	173
131. — Définition et observations préalables .....	173
132. — Principales applications .....	175
133. — Cession de territoire prévue par un traité de paix .....	178
134. — Cession de territoire constituant la contrepartie d'un service rendu .....	178
135. — Cession de territoire à titre onéreux .....	180
136. — Cession réciproque (échange de territoires) .....	181
§ 4. — Prescription acquisitive .....	183
137. — Idées générales .....	183
138. — Etat de la pratique internationale .....	183

**Section II. — Mode transposé par analogie avec les institu-  
tions de droit public.** .....

§ unique. — L'adjudication .....	186
139. — Définition et caractères généraux .....	186
140. — L'arbitrage de limites .....	186

**CHAPITRE II. — MODE HISTORICO-POLITIQUE D'ÉTA-  
BLISSEMENT DE LA COMPÉTENCE TERRITORIALE** ....

§ unique. — La « <i>debellatio</i> » .....	190
141. — Définition .....	190
142. — Conditions d'application .....	191
143. — Etat de la pratique internationale .....	192

**CHAPITRE III. — MODE GÉOGRAPHIQUE D'ÉTABLISSE-  
MENT DE LA COMPÉTENCE TERRITORIALE : LA CONTI-  
GUITÉ** .....

144. — Triple fonction de la contiguïté en la matière .....	194
---	-----

<b>Section I. — La contiguïté, obstacle à l'exercice de la souveraineté territoriale par un Etat tiers</b> .....	195
§ unique. — <b>La promesse de non-aliénation</b> .....	195
145. — Définition et applications.....	195
<b>Section II. — La contiguïté, titre préférentiel à l'exercice de la souveraineté territoriale</b> .....	197
146. — Situations à distinguer.....	197
§ 1. — <b>Titre préférentiel avec effet éventuel</b> .....	197
147. — Droit de préférence.....	197
§ 2. — <b>Titre préférentiel avec effet immédiat</b> .....	199
148. — A) Système des zones d'influence. — Définitions et particularités.....	199
149. — Principales applications.....	200
150. — B) Système des zones d'intérêts spéciaux.....	201
<b>Section III. — La contiguïté, titre actuel et effectif à l'établissement de la souveraineté territoriale (cas des régions polaires)</b> .....	203
151. — Le concept de région polaire. — Définitions proposées.....	203
152. — Caractéristiques des régions polaires.....	206
153. — Plan de la section III.....	206
§ 1. — <b>L'Arctique</b> .....	207
154. — La théorie des secteurs. — Origine et analyse.....	207
155. — Appréciation critique.....	208
156. — Applications dans la pratique internationale.....	211
§ 2. — <b>L'Antarctique</b> .....	217
157. — Condition juridique de l'Antarctique.....	218
158. — Etablissement de la souveraineté territoriale. — Les théories en présence.....	219
159. — Les situations existantes.....	223

### TITRE III

## RÉPARTITION DES COMPÉTENCES DANS L'ESPACE

### (Théorie de la frontière)

160. — Idées générales. — La notion de frontière.....	231
161. — Evolution historique.....	232
162. — Plan du titre III.....	234

### CHAPITRE I — LA DÉLIMITATION..... 235

163. — Définition et idées générales.....	235
164. — Plan du chapitre I.....	236

<b>Section I. — Préparation de la délimitation</b> .....	236
165. — Choix de la méthode .....	236
§ 1. — <b>Choix d'une limite préexistante</b> .....	236
166. — A) Choix d'une limite internationale préexistante ..	236
167. — B) Choix d'une limite interne préexistante. — Prin-	
cipe de <i>l'uti possidetis</i> .....	238
§ 2. — <b>Choix d'une limite nouvelle</b> .....	241
168. — Principe général de distinction .....	241
169. — I. — Frontières artificielles .....	241
170. — A) Limites astronomiques .....	241
171. — 1° Parallèles de latitude .....	241
172. — 2° Méridiens de longitude .....	243
173. — B) Limites géométriques .....	244
174. — Déclin du procédé des frontières artificielles à l'épo-	
que contemporaine .....	244
175. — II. — Frontières naturelles .....	246
176. — A) Limites orographiques .....	249
177. — B) Limites fluviales .....	252
178. — C) Limites lacustres .....	263
179. — D) Limites maritimes .....	265
180. — E) Limites aériennes .....	266
<b>Section II. — Opération de délimitation proprement dite</b> ..	267
181. — Différents types de délimitation. — Caractères géné-	
raux .....	267
182. — A) La délimitation par voie conventionnelle .....	267
183. — B) La délimitation par voie arbitrale ou juridic-	
tionnelle .....	268
<b>Section III. — Exécution de la délimitation ou démarcation.</b>	
184. — Définition et caractères généraux .....	269
185. — Abornement et entretien de la frontière .....	271
<b>CHAPITRE II. — LE VOISINAGE</b> .....	273
186. — Définition et indications générales .....	273
187. — Divers aspects des relations de voisinage .....	274
<b>Section I. — Situations individuelles (cas des frontaliers)</b> ..	274
188. — Définition .....	274
189. — Condition juridique .....	275
<b>Section II. — Réglementation des services publics d'in-</b>	
<b>    térêt commun</b> .....	277
190. — Idées générales .....	277
191. — Collaboration des Etats limitrophes en matière de	
police et de justice .....	277
§ 1. — <b>Collaboration des services publics en matière</b>	
<b>de voisinage terrestre</b> .....	279
192. — Trafic routier .....	279
193. — Trafic ferroviaire .....	280
§ 2. — <b>Particularités propres aux autres types de voi-</b>	
<b>sinage</b> .....	281

194. — Voisinage fluvial .....	281
195. — Voisinage lacustre .....	281
196. — Voisinage maritime .....	282
197. — Voisinage aérien .....	282
<b>Section III. — Le voisinage, élément constitutif d'un état de droit</b> .....	283
198. — Idée générale .....	283
§ 1. — <b>Le voisinage, source de droits</b> .....	284
199. — Les droits incontestés .....	284
200. — Les droits contestés. — Cas du droit de poursuite ..	284
§ 2. — <b>Le voisinage, source d'obligations</b> .....	285
201. — Le voisinage, source d'obligations atténuées .....	285
202. — Le voisinage, source d'obligations accrues .....	286
203. — Obligations spéciales résultant de la protection de l'environnement .....	287
<b>CHAPITRE III. — LES FRONTIÈRES DE LA FRANCE</b> .....	289
<b>Introduction. — Données générales</b> .....	289
204. — Données d'ordre géographique .....	289
205. — Données d'ordre historique et politique .....	291
<b>Section I. — Délimitation générale des frontières françaises</b> .....	293
<b>Sous-Section I. — DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES TERRESTRES ET FLUVIALES.</b> .....	293
§ 1. — <b>La frontière du nord (frontière franco-belge et franco-luxembourgeoise)</b> .....	293
206. — La frontière franco-belge .....	293
207. — La frontière franco-luxembourgeoise .....	295
§ 2. — <b>La frontière du nord-est (frontière franco-allemande)</b> .....	295
208. — Détermination des limites terrestres .....	295
209. — Détermination des limites fluviales .....	296
210. — Rectifications de frontières intervenues depuis 1945 ..	296
§ 3. — <b>La frontière de l'est (frontière franco-suisse)</b> .....	299
211. — Détermination des limites terrestres .....	299
212. — Détermination des limites fluviales .....	300
213. — Détermination des limites lacustres .....	302
§ 4. — <b>La frontière du sud-est (frontière franco-italienne)</b> .....	302
214. — Le traité de 1860 .....	303
215. — Les rectifications de 1947 et de 1967 .....	304
§ 5. — <b>La frontière du sud-ouest (frontière franco-espagnole)</b> .....	305
216. — Sources de la matière .....	305
217. — Particularités relatives au tracé .....	307
<b>Sous-Section II. — DÉLIMITATION DES FRONTIÈRES MARITIMES,</b> 308	
218. — Idées générales .....	308
219. — Etat actuel de la délimitation .....	308

<b>Section II. — Régime du voisinage</b> .....	309
220. — Sources de la matière .....	309
<b>§ 1. — Voisinage terrestre « stricto sensu »</b> .....	310
221. — Frontière franco-belge .....	310
222. — Frontière franco-luxembourgeoise .....	312
223. — Frontière franco-allemande .....	312
224. — Frontière franco-suisse .....	312
225. — Frontière franco-italienne .....	313
226. — Frontière franco-espagnole .....	314
<b>§ 2. — Voisinage ferroviaire</b> .....	316
227. — Frontière franco-belge .....	316
228. — Frontière franco-luxembourgeoise .....	317
229. — Frontière franco-allemande .....	317
230. — Frontière franco-suisse .....	317
231. — Frontière franco-italienne .....	318
232. — Frontière franco-espagnole .....	319
<b>§ 3. — Voisinage fluvial</b> .....	320
233. — Frontière franco-belge .....	320
234. — Frontière franco-luxembourgeoise .....	320
235. — Frontière franco-allemande .....	321
236. — Frontière franco-suisse .....	321
237. — Frontière franco-italienne .....	323
238. — Frontière franco-espagnole .....	324
<b>§ 4. — Voisinage lacustre</b> .....	326
239. — Frontière franco-suisse .....	326
240. — Frontière franco-espagnole .....	327
<b>§ 5. — Voisinage aérien</b> .....	328
241. — Etat de la réglementation .....	328

## TITRE IV

**RÉPARTITION DES COMPÉTENCES  
DANS LE TEMPS**

(Théorie de la succession d'Etats)

<b>Introduction</b> .....	330
<b>Section I. — Modifications affectant l'indépendance de l'Etat</b> .....	330
242. — Disparition de l'Etat .....	330
<b>Section II. — Modifications affectant l'un des éléments constitutifs de l'Etat</b> .....	331
<b>§ 1. — Modifications affectant le gouvernement</b> .....	331
243. — Principe de la continuité de l'Etat .....	331
244. — Les atteintes au principe à l'époque contemporaine .....	334
245. — La restauration du principe .....	336
<b>§ 2. — Modifications affectant la population</b> .....	336

246. — Exclusion du problème .....	336
§ 3. — <b>Modifications affectant le territoire (problème dit de la succession d'Etats)</b> .....	337
247. — Position du problème. — Les théories en présence ....	338
248. — Observation préalable. — La notion d'Etat nouveau .	340
249. — Plan du titre IV. ....	342

## LIVRE I

**INFLUENCE DES MUTATIONS TERRITORIALES  
SUR LA CONDITION DES HABITANTS** ..... 343

250. — Plan du livre I. ....	343
------------------------------	-----

**CHAPITRE I. — LE PLÉBISCITE** ..... 344

251. — Définition .....	344
<b>Section I. — Evolution historique</b> .....	345
252. — L'ancien droit .....	345
§ 1. — <b>Les plébiscites de la Révolution française</b> .....	345
253. — Les applications du principe .....	345
254. — Les atteintes au principe .....	346
§ 2. — <b>Le développement du principe des nationalités et le recours au plébiscite au XIX<sup>e</sup> siècle</b> .....	347
255. — Applications du principe .....	347
256. — Relativité de l'institution .....	348
257. — Caractères généraux du plébiscite du XIX <sup>e</sup> siècle ....	349
<b>Section II. — Le plébiscite au lendemain de la première guerre mondiale</b> .....	350
§ 1. — <b>Les traités de 1919 et le recours au plébiscite</b> ....	350
258. — Principales applications .....	350
259. — Caractères communs aux plébiscites de 1919 .....	355
§ 2. — <b>Cas où le plébiscite a été écarté</b> .....	355
260. — Principaux précédents .....	355
<b>Section III. — Déclin du plébiscite à l'époque contemporaine</b> .....	358
§ 1. — <b>L'entre-deux guerres (1919-1939)</b> .....	358
261. — Les divers précédents .....	358
§ 2. — <b>La deuxième après-guerre. — Le plébiscite et les traités de 1947</b> .....	360
262. — Cas de recours au plébiscite .....	360
263. — Cas où le plébiscite a été écarté .....	360
§ 3. — <b>Le plébiscite depuis 1947</b> .....	361
264. — Plébiscites officieux .....	362
265. — Plébiscites authentiques .....	362

CHAPITRE II. — <b>LE DROIT D'OPTION</b> .....	366
§ 1. — <b>Evolution historique</b> .....	366
266. — Origines et développement de l'institution .....	366
§ 2. — <b>Applications dans la pratique internationale</b> ....	367
267. — Le traité de Francfort (1871). .....	367
268. — Les traités de 1919.....	368
269. — L'entre-deux guerres .....	370
270. — Le droit d'option depuis 1945.....	371

## LIVRE II

**INFLUENCE DES MUTATIONS TERRITORIALES  
SUR LE MILIEU ÉCONOMIQUE**..... 373

271. — Plan du livre II.....	373
------------------------------	-----

CHAPITRE I — **LA SUCCESSION AUX BIENS PUBLICS**.... 374

272. — Plan du chapitre I .....	374
---------------------------------	-----

**Section I. — Le principe général de successions à l'actif**.... 374

273. — Les distinctions à établir.....	374
--	-----

**Section II. — Mise en œuvre du principe dans la pratique internationale**..... 376

**SOUS-SECTION I. — BIENS SITUÉS A L'INTÉRIEUR DU TERRITOIRE CÉDÉ**..... 376

274. — Universalité du transfert.....	376
---------------------------------------	-----

§ 1. — **Dépendances du domaine public**..... 377

275. — La pratique du XIX <sup>e</sup> siècle.....	377
--	-----

276. — Les traités de 1919.....	377
---------------------------------	-----

277. — La pratique postérieure à 1945.....	378
--	-----

278. — Détermination des biens compris dans le domaine public .....	380
---	-----

§ 2. — **Archives et bibliothèques**..... 383

279. — Transfert des archives .....	383
-------------------------------------	-----

280. — Transfert des bibliothèques.....	384
---	-----

§ 3. — **Droits incorporels**..... 385

281. — Etat de la pratique internationale.....	385
--	-----

**SOUS-SECTION II. — BIENS PUBLICS SITUÉS EN DEHORS DU TERRITOIRE CÉDÉ**..... 386

282. — Le principe de la transmission.....	386
--	-----

283. — Etat de la pratique internationale.....	386
--	-----

284. — Conclusion de la section II. — Limites d'efficacité des solutions juridiques.....	388
--	-----

<b>Section III. — Limitation de la compétence de l'Etat successeur. Principe du respect international des droits acquis</b> . . .	389
285. — Position du problème . . . . .	389
286. — Plan de la section III . . . . .	391
<b>SOUS-SECTION I. — HYPOTHÈSE DE DROITS NÉS SOUS L'EMPIRE DE LA LÉGISLATION ANTÉRIEURE</b> . . . . .	391
287. — La doctrine classique . . . . .	391
§ 1. — <b>Droits publics</b> . . . . .	391
288. — Idée générale . . . . .	391
289. — Applications . . . . .	392
§ 2. — <b>Droits patrimoniaux bénéficiant aux particuliers</b> . . . . .	393
290. — Idées générales . . . . .	393
291. — Etendue des droits garantis . . . . .	394
292. — Principes d'interprétation dégagés par la jurisprudence internationale . . . . .	395
293. — Etat de la pratique conventionnelle et arbitrale . . . . .	396
§ 3. — <b>Droits patrimoniaux bénéficiant aux collectivités publiques</b> . . . . .	400
294. — Etat de la pratique internationale . . . . .	400
<b>SOUS-SECTION II. — HYPOTHÈSE DE DROITS NÉS D'UN CONTRAT CONCLU AVEC L'ÉTAT PRÉDÉCESSEUR (DROITS MIXTES)</b> . . . . .	401
295. — Indications générales. — Problème des contrats administratifs . . . . .	401
296. — Etat de la pratique internationale . . . . .	402
<b>Section IV. — Le problème des concessions</b> . . . . .	404
§ 1. — <b>Données générales du problème</b> . . . . .	404
297. — Définition de la concession . . . . .	404
298. — Fondement du principe du respect des concessions . . . . .	405
§ 2. — <b>Limites d'application du principe du respect général des droits acquis</b> . . . . .	405
299. — A) Subordination du maintien des concessions à la preuve qu'elles sont à l'avantage du territoire cédé . . . . .	406
300. — B) Caducité des concessions « odieuses » . . . . .	407
301. — C) Caducité des concessions octroyées <i>mala fide</i> . . . . .	407
302. — D) Ventilation des concessions mixtes . . . . .	407
§ 3. — <b>Examen de la pratique internationale</b> . . . . .	409
303. — Pratique conventionnelle . . . . .	409
304. — Pratique diplomatique . . . . .	410
305. — Pratique arbitrale et judiciaire . . . . .	419
§ 4. — <b>Enseignements à dégager</b> . . . . .	423
306. — Fondement juridique de l'obligation de respecter les concessions régulièrement acquises . . . . .	423
307. — Recherche d'une technique d'indemnisation . . . . .	424
<b>CHAPITRE II. — LA SUCCESSION AUX DETTES PUBLIQUES</b> . . . . .	426
308. — Plan du chapitre II . . . . .	426

<b>Section I. — Position du problème et discussion générale...</b>	427
309. — Position du problème.....	427
§ 1. — <b>Y a-t-il obligation de succéder aux dettes ?</b> .....	427
310. — Observation préalable. — Incertitude de la doctrine..	427
311. — Doctrine favorable à la transmission des dettes.....	428
312. — Doctrine négative.....	429
§ 2. — <b>Attitude de la jurisprudence internationale</b> .....	430
313. — La sentence arbitrale du professeur Eugène Borel dans l'affaire de la répartition de la dette ottomane (18 avril 1952) .....	430
<b>Section II. — Etat de la pratique internationale.....</b>	432
314. — Plan de la section II.....	433
§ 1. — <b>Les solutions de la pratique en l'absence de traité</b> .....	433
315. — Les précédents.....	433
§ 2. — <b>Les solutions du droit conventionnel</b> .....	434
316. — Le XIX <sup>e</sup> siècle.....	434
317. — La pratique des annexions coloniales.....	437
318. — Le XX <sup>e</sup> siècle.....	440
319. — Les traités de 1919.....	441
320. — A) Le traité de Versailles.....	443
321. — B) Le traité de Saint-Germain.....	443
322. — C) Le traité de Lausanne.....	445
§ 3. — <b>La pratique de l'entre deux guerres (1919-1939)</b> ..	446
323. — Les règlements conventionnels.....	446
324. — Solution en l'absence de traité.....	448
§ 4. — <b>Etat du problème depuis 1945</b> .....	449
325. — Ligne générale de l'évolution.....	449
326. — Pratique de la décolonisation.....	450
<b>Section III. — Etendue de l'obligation assumée par l'Etat successeur</b> .....	455
327. — Plan de la section III.....	455
§ 1. — <b>Cas des dettes d'Etat</b> .....	455
328. — Dette générale et dettes spécialisées.....	455
329. — Dettes assorties de sûretés particulières.....	457
§ 2. — <b>Cas des dettes de régime</b> .....	458
330. — Fondement de la distinction.....	458
331. — A) Dettes d'asservissement.....	458
332. — B) Dettes de guerre.....	461
<b>Section IV. — Aménagement technique de la succession aux dettes publiques</b> .....	463
333. — Plan de la section IV.....	463
§ 1. — <b>Recherche d'un critère de détermination de la quote-part contributive</b> .....	463
334. — Les différents critères en présence.....	463
335. — Etat de la pratique internationale.....	464
§ 2. — <b>Modalités de la répartition des dettes en cas de pluralité d'Etats successeurs</b> .....	466

336. — Les règlements de la première guerre mondiale . . . . .	466
§ 3. — <b>Droits des créanciers et mécanisme de règlement</b> . . . . .	468
337. — Discussion théorique . . . . .	468
338. — Solutions de la pratique internationale . . . . .	469

## LIVRE III

**INFLUENCE DES MUTATIONS TERRITORIALES  
SUR LE MILIEU JURIDIQUE . . . . . 471**

339. — Plan du livre III . . . . .	471
------------------------------------	-----

**CHAPITRE I. — SUCCESSION AUX ACTES JURIDIQUES  
D'ORDRE INTERNE . . . . . 472**

340. — Plan du chapitre I . . . . .	472
-------------------------------------	-----

**Section I. — Succession aux actes administratifs . . . . . 472**

341. — Situation des fonctionnaires de l'Etat démembré . . . . .	472
342. — A) Problème du maintien en fonctions des agents publics de l'Etat démembré . . . . .	472
343. — B) Problème du règlement des pensions de retraite . . . . .	474

**Section II. — Succession aux actes législatifs . . . . . 476**

344. — Position du problème en doctrine . . . . .	476
345. — Etat de la pratique internationale . . . . .	477

**Section III. — Succession aux actes juridictionnels . . . . . 478**

346. — Transfert de la compétence juridictionnelle. — Conséquences du principe . . . . .	478
347. — A) Première conséquence : dessaisissement des juridictions de l'Etat prédécesseur . . . . .	479
348. — B) Deuxième conséquence : compétence des juridictions de l'Etat successeur . . . . .	480
349. — Exécution des décisions rendues par les tribunaux de l'Etat prédécesseur avant le changement de souveraineté . . . . .	480
350. — Exercice de la compétence pénale . . . . .	482

**CHAPITRE II. — SUCCESSION AUX ACTES JURIDIQUES  
D'ORDRE INTERNATIONAL . . . . . 483**

351. — Plan du chapitre II . . . . .	483
--------------------------------------	-----

**Section I. — La succession aux traités . . . . . 483**

352. — Données du problème . . . . .	484
353. — Les théories en présence . . . . .	487
354. — Plan de la section I . . . . .	488
§ 1. — <b>Cas des traités bilatéraux</b> . . . . .	488
355. — Observation préalable . . . . .	488
356. — Les solutions acquises . . . . .	490
357. — A) Non transmission des traités politiques . . . . .	490

358. — B) Maintien des traités de caractère réel ou territorial.	491
359. — C) Maintien des Capitulations . . . . .	494
360. — Les cas controversés . . . . .	495
361. — A) Cas des concordats . . . . .	495
362. — B) Cas des traités d'extradition . . . . .	496
363. — C) Cas des traités de commerce . . . . .	497
364. — Autres catégories de traités . . . . .	499
365. — Le mécanisme de transfert des obligations conventionnelles depuis 1945 . . . . .	500
<b>§ 2. — Cas des traités multilatéraux . . . . .</b>	<b>501</b>
366. — Idées générales . . . . .	501
367. — Etat de la pratique internationale . . . . .	502
368. — Cas des traités institutionnels . . . . .	503
<b>Section II. — La succession aux actes illicites . . . . .</b>	<b>504</b>
369. — Principe général : absence de transmission de la responsabilité internationale . . . . .	505
370. — Etat de la pratique diplomatique . . . . .	505
371. — Etat de la jurisprudence internationale . . . . .	507
372. — Etat de la jurisprudence interne . . . . .	510

## TITRE V

**CONSTATATION DES COMPÉTENCES****(Théorie générale de la reconnaissance)**

373. — Plan du titre V . . . . .	513
<b>CHAPITRE I. — NAISSANCE DE L'ÉTAT . . . . .</b>	<b>514</b>
<b>Section I. — La formation de l'Etat . . . . .</b>	<b>514</b>
374. — Caractère extra-juridique du phénomène . . . . .	514
375. — Modalités diverses de la naissance de l'Etat . . . . .	515
<b>Section II. — Non reconnaissance des situations de fait établies en violation du droit . . . . .</b>	<b>518</b>
376. — Origines de la théorie. — La doctrine Stimson . . . . .	519
377. — Applications de la théorie . . . . .	519
378. — Valeur de la doctrine de la non reconnaissance . . . . .	526
<b>CHAPITRE II. — THÉORIE GÉNÉRALE DE LA RECONNAISSANCE . . . . .</b>	<b>527</b>
379. — Position du problème. — Définition et caractères généraux de la reconnaissance . . . . .	528
380. — Reconnaissance <i>de facto</i> et reconnaissance <i>de jure</i> . . . . .	529
381. — Formes de la reconnaissance . . . . .	530
382. — Effets de la reconnaissance . . . . .	531
383. — Relativisme de la reconnaissance . . . . .	531
384. — Classification des divers types de reconnaissance . . . . .	532

<b>Section I. — La reconnaissance de l'Etat</b> .....	533
§ 1. — <b>Idées générales et évolution historique</b> .....	534
385. — Notions générales.....	534
386. — Position du problème en doctrine.....	534
387. — A) Théorie de la reconnaissance acte politique.....	534
388. — B) Théorie de la reconnaissance acte juridique.....	535
389. — Apparition de la reconnaissance d'Etat dans la pratique internationale.....	537
§ 2. — <b>Régime juridique de la reconnaissance d'Etat</b> ... ..	538
390. — Caractère déclaratif de la reconnaissance.....	538
391. — Conséquences du principe.....	538
392. — Caractère obligatoire de la reconnaissance.....	540
393. — A) Cas où la reconnaissance émane de l'Etat démembré ou affecté par la création nouvelle.....	540
394. — B) Cas où la reconnaissance émane des Etats tiers.....	541
395. — Formes de la reconnaissance.....	544
396. — I. — Reconnaissance expresse.....	544
397. — A) Reconnaissance individuelle.....	544
398. — B) Reconnaissance collective.....	546
399. — II. — Reconnaissance tacite.....	546
400. — A) Reconnaissance individuelle.....	546
401. — B) Reconnaissance collective.....	548
402. — Effets de la reconnaissance. — Application de la reconnaissance- <i>de facto</i> à l'Etat.....	551
403. — Application de la doctrine de la non reconnaissance aux Etats nouveaux. — Doctrine Hallstein.....	553
<b>Section II. — La reconnaissance de gouvernement</b> .....	554
404. — Notions générales.....	554
405. — Contestation de l'institution. — Critique et rejet des doctrines négatives.....	554
406. — Plan de la Section II.....	557
§ 1. — <b>Préalable de la légitimité constitutionnelle</b> .....	557
407. — Position du problème.....	558
408. — Doctrines de Tobar et de Bétancourt.....	559
409. — Doctrine de Wilson.....	562
§ 2. — <b>Domaine d'application de la reconnaissance de gouvernement</b> .....	568
410. Cas où il y a lieu à reconnaissance de gouvernement.....	568
411. — Distinction des gouvernements de fait et des gouvernements de droit.....	569
412. — Critère et caractères du gouvernement de fait.....	569
413. — A) Irrégularité de l'investiture.....	570
414. — B) Effectivité du pouvoir.....	570
415. — C) Exclusivité des compétences.....	572
416. — Etendue de la compétence des gouvernements de fait.....	575
§ 3. — <b>Régime juridique de la reconnaissance de gouvernement</b> .....	577
417. — Caractère discrétionnaire de la reconnaissance.....	578
418. — Formes de la reconnaissance de gouvernement.....	585
419. — A) Reconnaissance expresse.....	585
420. — B) Reconnaissance tacite.....	587
421. — Effets de la reconnaissance de gouvernement. — Caractère déclaratif de la reconnaissance.....	592

422. — Reconnaissance d'Etat et reconnaissance de gouvernement .....	594
423. — Cas spécial de la France libre (1940-1944).....	595
<b>Section III. — La reconnaissance de belligérance .....</b>	<b>596</b>
424. — Définition et contenu du régime .....	597
425. — Applications historiques.....	598
426. — Déclin de l'institution à l'époque contemporaine .....	601
<b>Section IV. — La reconnaissance comme insurgés .....</b>	<b>604</b>
427. — Origines et idées générales .....	605
428. — Etat de la pratique internationale.....	606
<b>Section V. — La reconnaissance comme nation .....</b>	<b>607</b>
429. — Idées générales et applications (1917-1918).....	607
430. — Réapparition du procédé en 1939.....	610
TABLE ALPHABÉTIQUE.....	613
TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES.....	619